



## DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA NEUVE LYRE

Séance du 30 janvier 2025 à 17H00

### **N02- CONVENTION AVEC LE SERVICE « MISSIONS TEMPORAIRES » DU CENTRE DE GESTION DE L'EURE POUR 2025-2029**

#### Membres du conseil Municipal

- En exercice : 11
- Présents : 9
- Votants : 11

Convocation : 24 janvier 2025

L'an deux mille vingt cinq, le trente janvier, à 17 heures, le conseil municipal de la commune de La Neuve Lyre, conformément à la loi, s'est réuni en séance ordinaire dans la salle de conseil de la Mairie, sous la présidence de MME Chantal TOPART, Maire.

#### Présents :

**Adjoints** : M. Daniel DHAESE, M. Alain AMELOT, Mme Sylvie BÈS,

**Conseillers** : M. Robert BRIFFAULT, Mme Emilie COURAUDON, Mme Nouria LEROUX, M. Dominique TOULAIN, M. Didier SOLIER

Absents excusés : M. Ludovic MARTIAL, M. Thierry GRANGE

Absents non excusés :

Pouvoirs : M. Ludovic MARTIAL donne pouvoir à M. Didier SOLIER, M. Thierry GRANGE donne pouvoir à MME Chantal TOPART, Maire

Mme Sylvie BÈS a été nommée secrétaire de séance

**CONSIDÉRANT** qu'en vertu de l'article L334-3 du code général de la fonction publique, les collectivités et les établissements publics ne peuvent avoir recours au service des entreprises mentionnées à l'[article L. 1251-1 du code du travail](#) que lorsque le Centre de gestion dont ils relèvent n'est pas en mesure d'assurer la mission de remplacement, dans les conditions fixées par l'article L452-44 du code général de la fonction publique.

**CONSIDÉRANT** que cet article L452-44 du code général de la fonction publique prévoit que les Centres de gestion peuvent mettre des agents à disposition des collectivités et établissements publics qui le demandent pour assurer le remplacement d'agents momentanément indisponibles, pour assurer des missions temporaires, pour pourvoir la vacance d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu ou pour affecter ces agents mis à disposition à des missions permanentes à temps complet ou non complet.

**CONSIDÉRANT** que ces agents peuvent être mis à la disposition des collectivités affiliées et non affiliées à titre onéreux, conformément à l'article L452-30 du code général de la fonction publique, par convention définissant notamment les modalités de financement du recours au service intérim.

Chart